



**Communiqué de presse**  
Pour diffusion immédiate

Mise à jour économique de la ministre Monique Jérôme-Forget  
**Des réserves monétaires jusqu'à l'expiration des conventions collectives des employées et employés de l'État**

**Montréal, le 5 novembre 2008** - C'est avec une joie non dissimulée que la ministre des Finances et présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, a annoncé un excédent de 484 millions de dollars dissimulé dans le double fond de sa sacoche qui, combiné à d'autres réserves de 1,8 milliard de dollars, permettraient au gouvernement du Québec l'équilibre budgétaire jusqu'en mars 2010, soit justement au moment où prennent fin les conventions collectives des employées et employés de l'État. Curieux moment? Non. Mauvais message? Oui.

Rappelons que c'est la même ministre qui disait souhaiter, en août dernier, mieux reconnaître et apprécier le travail des salariées et salariés du gouvernement et examiner de nouvelles approches en matière de relations du travail et de négociation.

La dernière sortie de la ministre soulève maintenant des interrogations pour le président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), monsieur Pierre St-Germain. « Il semble que cette attitude de la main tendue aura été de courte durée et que les bonnes intentions sont loin derrière. Si la ministre tentait hier de rassurer la population sur l'état des finances publiques en disant qu'il y avait un double fond dans sa sacoche et qu'elle disposait de réserves, c'est aussi un double discours qu'elle nous livre en annonçant qu'elle n'aurait plus d'argent à compter d'avril 2010, c'est-à-dire, au lendemain même de l'expiration des conventions collectives et l'amorce des négociations avec ses employées et employés. »

Pour monsieur St-Germain cette attitude et ce double discours ne laissent présager rien de bon. « C'est une bien bizarre de façon de préparer une négociation harmonieuse et de montrer sa bonne foi. »

Il serait opportun que la ministre ou le prochain gouvernement se souvienne que les employées et employés de l'État veulent qu'il y ait enfin, une vraie négociation.

### **L'éducation, la priorité**

Par ailleurs, s'il y a lieu de se préoccuper de la situation économique, le président de la FAE exhorte le gouvernement à mettre l'éducation en tête de ses priorités. « Faut-il rappeler à la ministre que l'éducation constitue un formidable levier de développement social et économique et que chaque dollar investi a des retombées tangibles? »

La FAE regroupe neuf syndicats de l'enseignement qui représentent quelque 27 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes, ainsi que le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier.

– 30 –

Source : Christian Richard  
Conseiller aux communications  
514 386-8243